

**ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE-123**

**du 27 MARS 2026**

**mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France à Saint-Avold de respecter certaines prescriptions pour ses réseaux d'effluents communs avec d'autres industriels (ovoïdes) sur le territoire de la commune de Saint-Avold**

Le préfet de la Moselle  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment l'article R.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 nommant M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (dit « arrêté cadre »), réglementant les ateliers exploités par la société TotalEnergies Petrochemicals France, situés sur la plateforme pétrochimique de Carling/Saint-Avold ;
- Vu** le rapport du 19 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection de l'environnement ;
- Vu** le courriel du 19 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est transmettant le rapport d'inspection et informant la société TotalEnergies Petrochemicals France des suites administratives envisagées à son encontre ;
- Vu** les observations de l'exploitant transmises par courriers des 3 et 17 mars 2026 sur ce rapport et sur les suites administratives envisagées ;

**Considérant** que les dispositions de l'article 4-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé impose que « Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. [...] » ;

**Considérant** que :

- de nombreux tronçons des réseaux de collecte des effluents aqueux communs avec d'autres industriels (ovoïdes) ne sont pas contrôlés,
- la méthodologie de contrôles externes proposée par l'exploitant pour son programme 2026-2028 n'est pas appropriée,
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation de travaux suite aux défauts constatés en 2017,
- l'exploitant n'est pas en mesure de garantir que les ovoïdes sont curables et étanches ;

**Considérant** que ce sujet a été abordé depuis 2013 par l'inspection des installations classées ;

**Considérant** la nature des effluents aqueux transitant dans ces réseaux de collecte ;

**Considérant** par conséquent que certaines dispositions de l'article 4-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que ce manquement est de nature à engendrer des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que « indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société TotalEnergies Petrochemicals France dont le siège social est situé 2 place Jean Millier, la Défense 6 – 92400 Courbevoie, est mise en demeure de respecter, **sous un délai de 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour son site situé au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold, les dispositions suivantes de l'article 4-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé en ce qui concerne les réseaux de collecte des effluents aqueux communs avec d'autres industriels (ovoïdes) :

« Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. [...] »

### **Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :**

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle) pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4 :**

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.


Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TotalEnergies Petrochemicals France et dont copie est adressée, pour information au maire de Saint-Avold et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Jérôme Seguy

